



5 mars 2012 – [Jean-Benoît Nadeau](#)

## En 2050, la langue française sera Africaine !

Peu de gens ont une vision plus nette du français dans le monde que le démographe **Richard Marcoux**, directeur de l'**Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone**, à l'Université Laval, à Québec. Après un doctorat sur le travail des enfants en milieu urbain au Mali, il a roulé sa bosse en Afrique et dirigé un réseau de 700 chercheurs en démographie de l'Agence universitaire de la Francophonie. C'est ainsi qu'il s'est attelé à la tâche de dénombrer les francophones.



**(Jean-Benoît Nadeau) Que vous disent les chiffres du français?**

**(Richard Marcoux)** Ils nous disent qu'en **2060, nous serons 650 millions de francophones** dans le monde, soit trois fois plus que maintenant. Ils nous disent aussi que le centre du français se déplace. En 1960, un francophone sur 100 était en Afrique. En 2050, 85 % des francophones seront africains – et même 92 % de la jeunesse. Imaginez l'enjeu économique!

Au Mali, en 1960, 66 000 Maliens savaient lire et écrire en français. En 1985, ils étaient 564 000. En 2009, ils sont 2,2 millions. À Kinshasa (Congo RD), 10 millions d'habitants vivent dans une ville chaotique, mais le taux de fréquentation des écoles en langue française y est très élevé. Au Nigeria, un pays « anglophone », le nombre de gens qui vont étudier le français au Bénin est phénoménal. Pour tout dire, je suis plutôt optimiste.

**D'où viennent ces données?**

Il y a 20 ans, quand le Haut-Commissariat à la langue française enquêtait sur le français en Afrique, on envoyait des questionnaires aux ambassades françaises. Les données variaient, une année, un pays pouvait avoir 15 % de francophones et l'année suivante, 45 % ! Bien souvent, les ambassades ignoraient l'existence de **recensements nationaux** étoffés, financés par l'ONU, où certaines questions sur la langue étaient posées. D'une façon générale, même encore aujourd'hui, les recensements sont sous-exploités.

**La démographie nous parle de chiffres, mais n'est-ce pas avant tout une affaire de définition?**

Vous avez raison. Les premières recherches se bornaient à additionner la population des pays membres de la francophonie. Puis, le cadre a été restreint aux pays ayant le français comme langue officielle. Nous, nous l'avons restreint aux **populations âgées de 12 ans et plus qui lisent et écrivent en français**. Ces données existent et elles sont fiables.

Mon collègue à l'OIF, **Alexandre Wolff**, et moi débattons amicalement de ce critère. Il le trouve très restrictif, car il exclut notamment une très large part de la population ivoirienne qui parle le français sans savoir le lire ou l'écrire. Mais nous n'avons pas non plus de données là-dessus et j'aime mieux être « conservateur ».

De plus, ce critère « sachant lire et écrire », n'est pas un attribut banal. D'abord parce que nous migrons vers des sociétés du savoir. Ensuite, parce que nous cherchons aussi à mesurer la tendance dans un contexte d'investissements énormes en éducation.

**Et pourquoi pas le critère « langue maternelle »?**

Parce qu'il est trop restrictif ! Selon ce seul critère, il y aurait moins de francophones que de Vietnamiens, ce qui n'a pas de sens parce qu'il y a des dizaines et des dizaines de millions d'**Africains** au nord comme au sud qui **maîtrisent un excellent français sans pour autant avoir le français pour langue maternelle**.

Or, pour moi, **un francophone est quelqu'un qui participe de la culture en langue française**. Cette personne **parle, écrit, lit, communique, se fait comprendre en français**. Le critère « sachant lire et écrire » est utile, parce que ces personnes savent aussi parler, et nous avons des données réelles.

**L'Afrique n'est pas un continent uniforme, pas plus d'ailleurs que l'Afrique francophone...**

En effet, je ne prévois pas de grosse augmentation dans le Maghreb, parce qu'ils ont fait le plein de francophones

Recherche

### Catégories

[Actualités](#)  
[Concours](#)  
[De la suite dans les idées](#)  
[Diversité linguistique](#)  
[Économie, travail et formation](#)  
[La chronique de Jean-Benoît Nadeau](#)  
[Références culturelles](#)  
[Univers numérique](#)

### Auteurs

[FMLF](#)  
[Jean-Benoît Nadeau](#)  
[Mathilde Borde, éditrice et responsable des communications Web](#)

et que leur langue officielle est quand même l'arabe. De même, le Rwanda, le Burundi et Madagascar ont une politique de langue unique depuis longtemps.

En revanche, dans les autres pays d'Afrique francophone, on a une situation de **diglossie** (NDLR : utilisation de deux systèmes linguistiques ayant chacun un statut sociopolitique différent), dans le contexte où c'est le français qui est langue officielle, pas les langues nationales. Par exemple, le wolof est très poussé en radio au Sénégal, mais il ne l'est ni à la télé, ni dans la presse écrite, et ce sera encore longtemps ainsi. Le Mali et le Sénégal développeront peut-être une presse en bambara et en wolof dans le futur, mais c'est incertain. **Nos travaux cherchent à mieux définir la dynamique linguistique dans ces pays.**

Cela dit, il reste de grosses améliorations à faire dans les systèmes éducatifs partout. Et je crois personnellement qu'il y aurait encore **plus de francophones si l'alphabétisation était d'abord faite en langue maternelle**. Imaginez le traumatisme d'un enfant élevé en wolof ou en lingala et qu'on assoit devant un professeur parlant le français ! Mais un système éducatif est un gros paquebot qui ne vire pas vite : rien qu'au Mali, cela concerne 55 000 enseignants.

### Pourquoi vous préoccupez-vous tant du « patrimoine statistique » ?

Parce que l'intérêt de la statistique est son côté prévisionnel, mais aussi historique. Or, il se perd des données. Ce problème n'est pas exclusif à l'Afrique. Au Canada, par exemple, même si nous conservons les questionnaires des recensements depuis 1851, nous avons « perdu » ceux de 1961. Mais en Afrique, où les supports informatiques des anciens recensements sont désuets, voire inutilisables, il ne reste que le papier. Or dans un contexte de ressources restreintes, il arrive qu'il faille brûler le recensement de 1976 pour faire de la place au recensement de 2009 – comme cela a failli arriver au Mali !

Quand nous avons eu vent du problème malien, nous avons réagi en créant un **programme de numérisation**, avec des scanners de grande capacité. Ce programme est déjà en route au Mali et au Congo RD, et nous travaillons à l'étendre au Burkina Faso, au Niger, au Sénégal et au Bénin. La prochaine étape sera celle de la reconnaissance optique de caractères. **C'est vital parce que ces recensements sont une extraordinaire source d'information écrite et il ne faut pas les perdre.**

Photo : D.R.

---

## 9 commentaires

### Etienne

8 mars 2012 à 10 h 52

Des très grands problèmes d'orientation pour assurer une symbiose entre le français et les langues dites maternelles.

Qu'est ce qui peut être fait pour accompagner le programme de numérisation.

### Jean-Benoît Nadeau

9 mars 2012 à 15 h 06

Bonjour Étienne, l'article l'explique brièvement, mais il se fait beaucoup plus. Si le sujet vous intéresse, je vous invite à aller visiter le site de l'Observatoire <http://www.odsef.fss.ulaval.ca/cms/index.php?menu=2&temps=1331321858#ancree29>

Vous serez à même d'en discuter avec les vrais spécialistes.

### samiratou

8 mars 2012 à 12 h 39

à propos du sénégal et du wolof, je voudrais dire qu'en ce moment le wolof est présent même sur des chaînes de télévision qui s'en servent exclusivement!

### Richard Marcoux

10 mars 2012 à 14 h 34

Bonjour Samiratou. En effet, le wolof est présent sur certaines des chaînes de télévision du Sénégal comme le bambara (bamanan) l'est sur certaines des chaînes télé du Mali. Toutefois, le français y est aussi grandement présent, vous en conviendrez, et occupe presque totalement l'espace des médias écrits du Sénégal et du Mali. Les cas de diglossie du Mali et du Sénégal sont d'ailleurs très spécifiques avec une

langue nationale fortement présente dans les capitales mais pas sur tout le territoire national. Ces contextes de diglossie sont également spécifiques à certains pays d'Afrique et produisent des environnements linguistiques qui offrent une place différente à la langue française que ce que nous observons par exemple à Yaoundé ou Abidjan. Il existe donc plusieurs modèles et c'est justement ce que les travaux des chercheurs de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) tentent de mieux comprendre.

## Richard Marcoux

10 mars 2012 à 14 h 35

Bonjour Étienne. Merci pour votre intérêt concernant la numérisation des recensements. Comme le souligne Jean-Benoit, il s'agit en effet d'une des plus importantes actions de l'ODSEF en Afrique. Au Mali par exemple, grâce à l'appui de l'Institut de la Francophonie numérique, nous avons mis en place un atelier de numérisation qui a permis à l'Institut malien de la statistique de procéder à la sauvegarde complète des recensements de 1976, le premier recensement de l'histoire de ce pays. Ces informations auraient été détruites, faute d'espace, si le projet n'avait pas pu se faire et nous avons ainsi pu sauvegarder un important patrimoine démographique. Le Canada et le Québec sont à ce titre des pays pionniers dans le domaine de la sauvegarde des patrimoines puisque l'on a pu conserver l'ensemble des recensements depuis le milieu du 19e siècle. D'ailleurs ces informations anciennes font l'objet annuellement de plus de 9 millions de consultations sur l'excellent site web des Archives nationales du

Canada. <http://www.collectionscanada.gc.ca/genealogie/022-911-f.html>

C'est en s'appuyant sur ces expériences canadiennes et maliennes que nous tentons actuellement d'élargir le projet à d'autres pays de l'Afrique francophone.

## Roland

12 mars 2012 à 1 h 48

Bonjour Mr Jean B. Nadeau...

Je pense prendre les exemples du Mali et Sénégal pour parler de toute l'Afrique Francophone c'est un peu vague. Si l'on prédit que le Français sera une langue Africaine dans les années à venir, ça me dérange un peu. Surtout qu'on sait que ces pays subissent le dikta politique de Paris.... Je pense que la jeunesse aura plus à gagner à renforcer la présence de l'anglais, de nos propres langues, enfin d'une réelle démocratie pluraliste, du libre choix des peuples d'Afrique... Je pense que nous allons acheminer vers une explosion ou dédain du français.

## Jean-Benoît Nadeau

12 mars 2012 à 11 h 11

Je serais le dernier à m'opposer à ce que les Africains développent leurs langues nationales. Je crois qu'il serait très important que les Québécois prennent conscience de l'importance et surtout du potentiel de l'Afrique, et qu'ils investissent des efforts et de l'argent pour ce faire. Bien évidemment, les Français ont une histoire coloniale avec ce continent, et ils livrent une concurrence farouche à quiconque veut venir jouer dans ce qu'ils considèrent, à tort, comme leur « pré carré ». Or, justement, je crois que les Africains de partout sont intéressés à entendre une voix américaine et française, qui est celle du Québec.

## Richard Marcoux

14 mars 2012 à 5 h 47

Bonjour Roland. Laissez-moi ajouter quelques éléments. Tout comme Jean-Benoit, je pense qu'il faut appuyer les initiatives permettant de maintenir les langues nationales en Afrique et cela passe assurément par l'alphabétisation de ces populations dans leur langue maternelle. Toutefois, dans des pays où une multitude de langues nationales sont parlées, comme au Cameroun, au Bénin, en Côte d'Ivoire et dans une moindre mesure au Burkina, au Mali et au Sénégal, il est extrêmement difficile de supporter un système d'éducation public qui permettrait d'enseigner chacune de ces langues au primaire, au secondaire et même à l'université (confection du matériel pédagogique, formation des enseignants, etc.). Par ailleurs, certains pays qui comptent une langue nationale parlée par la presque totalité de la population proposent déjà des programmes de formation dans lesquels cette langue occupe une place centrale. C'est le cas du Rwanda, du Burundi et de Madagascar ou encore de la Tanzanie. Qui plus est, la situation linguistique dans ces pays permet que de nombreux médias écrits en langue nationale occupent l'espace public : c'est le cas notamment du kinyarwanda qui est la langue nationale du Rwanda. Bref, les contextes linguistiques de cet espace francophone sont fort variés et c'est assurément ce qui en fait sa richesse.

Il demeure toutefois que pour la vaste majorité des pays d'Afrique subsaharienne de la Francophonie, compte tenu des mosaïques linguistiques qui les caractérisent, c'est la langue française qui a été adoptée – ou qui s'est imposée – dans l'enseignement formel et dans une bonne partie de l'espace médiatique, notamment dans les médias écrits. Ceci étant, après 50 ans d'indépendance, les populations de plusieurs

pays africains s'approprient cette langue française et on ne peut que s'en réjouir. Si en 1960, moins de 2% des francophones (défini par la capacité à lire et écrire en français) se trouvaient sur le continent africain, actuellement c'est environ 50% et en 2050, si la tendance se maintient, ce sera 85%. Pouvons-nous ainsi croire que l'Afrique, par son poids démographique, marquera davantage la langue française ?

## **Christian louhou kinsangou**

30 juin 2012 à 9 h 16

Je suis du Congo-brazzaville et je suis fier de me considérer francophone.

Dans mon pays, le français est une langue très utilisée dans les médias, l'enseignement, l'administration et même à la maison pour certains congolais.

Les congolais éprouvent un grand attachement à la langue française et l'utilisent au quotidien dans leur conversation

L'avenir du français est réellement en Afrique où la langue de Molière reste une langue officielle.